



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## CONVENTION D'HABILITATION INDIVIDUELLE « Membre adhérent à la convention cadre SEDIMA »

### ➤ Les parties à la convention

- Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de...
- Le membre adhérent au SEDIMA (*raison sociale*) ...

*numéro SIREN*

*adresse du siège social*

*numéro d'habilitation :*

### Préambule

Depuis le 1er janvier 2009, un nouveau Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV) a été mis en place. Il est essentiellement caractérisé par :

- l'attribution à vie d'un numéro d'immatriculation pour chaque véhicule ;
- la simplification des démarches administratives nécessaires à l'immatriculation des véhicules.

Dans le cadre de ce nouveau système, les démarches d'immatriculation des véhicules peuvent être réalisées par les professionnels de l'automobile en vertu de conventions conclues avec le ministère de l'intérieur.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ce nouveau système d'immatriculation des véhicules, le ministre de l'intérieur propose aux Professionnels de l'Automobile, tels que définis dans le glossaire figurant en annexe 1, de conclure une convention d'habilitation.

En conséquence, les Parties conviennent de ce qui suit :

➤ **Article I : objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'habilitation du membre adhérent à la convention cadre du SEDIMA pour effectuer les formalités administratives liées aux opérations d'immatriculation de véhicules et matériels agricoles.

Elle fixe les obligations qui incombent à l'adhérent de la convention cadre SEDIMA pour recueillir l'ensemble des données nécessaires aux opérations d'immatriculation d'un véhicule ou matériel agricoles neuf ou d'occasion (cf. annexe 1 glossaire) et de les transmettre dans le système d'immatriculation des véhicules « SIV » dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur et des règles de sécurité définies par le ministre de l'intérieur.

➤ **Article II : habilitation du membre adhérent à SEDIMA**

Le membre adhérent au SEDIMA signataire de la présente convention individuelle est habilité par le préfet territorialement compétent.

À ce titre, il lui est attribué un numéro d'habilitation , activé à l'issue de la signature de la présente convention.

**Article III : informations complémentaires relatives au professionnel habilité**

Pour être habilité, le professionnel doit fournir les informations suivantes au préfet pour permettre l'instruction de la demande :

***1) le mode d'accès au SIV :***

Le mode d'accès choisi est un accès par concentrateur.

Le tableau joint en annexe 2 précise le périmètre des opérations d'immatriculations accessibles par concentrateur par rattachement à la convention-cadre SEDIMA.

*Le numéro d'habilitation de la convention-cadre : 204202*

***2) Un mandat éventuel pour la télétransmission d'opérations d'immatriculation pour le compte d'un autre membre adhérent au SEDIMA (annexe 5)***

**Article IV : les obligations du professionnel habilité**

Le professionnel habilité s'engage à :

- Proposer au vendeur d'effectuer les démarches liées aux opérations d'immatriculation du véhicule ou matériel agricoles pour son compte et lui demander de signer le mandat dont le modèle figure en annexe 5 ;
- Transmettre au SIV les données nécessaires aux opérations d'immatriculation des véhicules ou matériels agricoles dans le respect de la réglementation et des règles

de fonctionnement du système telles que définies dans la convention-cadre établie entre SEDIMA et le ministère de l'intérieur.

- S'équiper informatiquement par la mise en place d'installations pour accéder au SIV conformément aux spécifications techniques telles que définies dans la convention-cadre établie entre SEDIMA et le ministère de l'intérieur.
- Répondre à toute demande écrite des préfetures et de l'Agence nationale des titres sécurisés dans le cadre de leur mission générale de suivi et de contrôle et à ce titre à répondre à toute demande de présentation des dossiers et des pièces sollicitées auprès de ses clients ;
- Prévoir l'archivage des dossiers d'opérations de déclarations de cession (pièces justificatives) pendant une durée minimum de 5 ans, à partir de la date de l'opération de cession ;
- Mettre tout en œuvre pour restituer à la préfecture territorialement compétente les dossiers archivés au cours des 5 dernières années en cas de cessation d'activité ou de retrait de l'habilitation ;
- Respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment en ce qui concerne d'une part les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition, d'autre part les règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données ;
- Faire connaître au préfet territorialement compétent, dans le délai d'un mois, tout changement dans les données déclarées ou pièces justificatives présentées dans le cadre de la présente convention (annexe 4) et à signer en conséquence un avenant à la convention ou une nouvelle convention d'habilitation signée avec le préfet selon les modalités précisées dans le tableau ci-joint (annexe 3).

➤ **Article V : les obligations du ministre de l'intérieur**

Le ministre de l'intérieur s'engage à :

- Habilitier, après examen des pièces justificatives du dossier d'habilitation, le membre adhérent au SEDIMA au SIV pour effectuer la transmission des données relatives à toute opération d'immatriculation d'un véhicule ou matériel agricole neuf ou d'occasion ;
- Contrôler l'accès au SIV par la mise en place d'une identification du professionnel par le duo constitué de l'identifiant de transaction et du numéro d'habilitation ;
- Respecter la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés notamment en ce qui concerne les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition et des règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données.

➤ **Article VI : les échanges de données**

*1) Données transmises par le membre adhérent au SEDIMA habilité :*

- Le professionnel habilité dans le cadre de la présente convention peut effectuer les opérations d'immatriculation des véhicules ou matériels agricoles, neufs ou d'occasion telles que définies dans le tableau joint en annexe 2 à la présente convention.

*2) Données transmises par le ministre de l'intérieur :*

- Le ministère de l'intérieur s'engage à traiter dans les meilleurs délais les données transmises et à mettre à la disposition du professionnel habilité les documents administratifs et accusés de réception prévus par les textes en vigueur.

- **Article VII : sécurité des données transmises au SIV et contrôle d'accès**

Chaque partie à la convention veille à la sécurité des données, à la régularité des opérations effectuées et à leur traçabilité.

Chaque partie s'engage à mettre en place les dispositifs techniques, tant matériels que logiciels, empêchant l'accès aux données par des personnes non autorisées.

Le ministère de l'intérieur conserve les traces de connexion dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV).

➤ **Article VIII : modification des conditions d'exécution de la convention**

En cas de modification de l'environnement juridique et technique de la présente convention nécessitant une adaptation logicielle du système informatique du ministère, le ministre de l'intérieur peut modifier les caractéristiques techniques du système sous réserve d'une information suffisante du professionnel habilité nécessaire à l'adaptation de son système informatique. Celui-ci disposera alors d'un délai à définir par les parties en fonction de la nature des adaptations nécessaires du système.

➤ **Article IX : durée et date d'effet de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans et entre en vigueur à la date de signature par les parties.

La présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée 6 mois avant l'arrivée du terme.

➤ **Article X : suspension et résiliation**

*1) suspension et résiliation à l'initiative du préfet :*

En cas de manquements répétés aux obligations à la présente convention de l'adhérent de SEDIMA, le préfet territorialement compétent organise une procédure de concertation pour mettre un terme à ces manquements. En cas d'échec avéré de cette concertation, le préfet peut suspendre ou, moyennant le respect d'un préavis de 2 mois, notifier par lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la présente convention.

En cas de rattachement de l'adhérent membre habilité qui est rattaché à une convention-cadre, le ministre de l'intérieur informe le signataire de la convention-cadre de tout problème imputable au membre adhérent au SEDIMA. La transmission des opérations visées par la présente convention prend fin automatiquement en cas d'extinction, de suspension ou de résiliation de la convention-cadre. Elle peut également prendre fin à l'initiative du signataire d'une convention-cadre à laquelle est rattaché le professionnel habilité lorsque le SEDIMA ne remplit plus les conditions d'accès à (aux) système(s) de télétransmission prévu(s) dans cette convention-cadre.

En cas de condamnation pénale membre adhérent au SEDIMA en matière d'atteinte à un système de traitement automatisé (articles 323-1 à 323-7 du code pénal) et en matière d'atteinte aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques (articles 226-16 à 226-22 et article 226-24 du code pénal), le préfet territorialement compétent est amené de plein droit à résilier la présente convention.

## ***2) résiliation à l'initiative de l'adhérent membre habilité au SEDIMA :***

Le membre adhérent au SEDIMA peut mettre fin unilatéralement à sa participation à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Préfet territorialement compétent dans le respect d'un préavis de 2 mois.

### **➤ Article XI : règlement des différends**

Les signataires feront leurs meilleurs efforts pour régler amiablement tout différend pouvant survenir entre eux relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention.

À défaut de trouver une solution amiable, les litiges seront tranchés par la juridiction administrative compétente.

Fait à

Le

Le préfet :

Le membre adhérent au SEDIMA

**Liste des annexes jointes à la présente convention :**

- **Annexe 1 :** Glossaire
- **Annexe 2 :** Tableau des opérations d'immatriculations
- **Annexe 3 :** Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation et/ou d'agrément effectuée par un membre adhérent au SEDIMA
- **Annexe 4 :** Pièces justificatives d'une demande d'habilitation
- **Annexe 5 :** Modèle de mandat entre adhérents SEDIMA pour effectuer les formalités liées à l'immatriculation des véhicules ou matériels agricoles par télétransmission

## Annexe 1 : Glossaire

### **Professionnel de l'automobile :**

Dans le cadre du SIV, toute entité juridique exerçant une activité relevant du domaine de l'automobile (notamment construction, négoce, réparation, financement, location, destruction...)

### **Constructeur :**

*Article R 321 -1 du Code de la route :*

Personne ou organisme qui, quelle que soit sa place dans le processus de production ou de commercialisation, fait la demande de réception et se propose d'être responsable de tous les aspects du processus de la réception et de la conformité de la production.

Dans le cadre du SIV, le professionnel de l'automobile ne peut prétendre à la qualification de constructeur que si son activité est conforme aux spécifications définies par le Code de la route.

### **Importateur :**

Dans le cadre du SIV, la définition d'un importateur se rattache à celle d'un constructeur.

### **Professionnel du commerce de l'automobile :**

Entité juridique ayant une activité d'achat et de vente de véhicules neufs ou d'occasion à titre principal ou accessoire.

### **Distributeur agréé :**

Entité juridique agréée, par une ou des marques d'un ou des constructeurs, qui assure, dans le cadre d'un contrat de distribution, la vente de véhicules automobiles neufs. Cette entité juridique assure également le plus souvent une activité de négociant VO.

*(Règlement CE n° 2790/1999 ET 1400/2002)*

### **Filiale habilitée :**

Entité juridique contrôlée directement ou indirectement, au sens de l'article L233-3 du Code du commerce, par le constructeur ou l'importateur, habilitée à accéder au SIV par un moyen de télétransmission

### **Etablissement financier :**

Etablissement de crédit, tel que défini par l'article L511-1 du Code monétaire et financier, qui effectue toute opération de financement de véhicule, sous forme de crédit, de location avec option d'achat ou de crédit bail ainsi que dans le cadre de son activité connexe (cf. article L311-2 du même code) toute opération de location simple de véhicules quelle qu'en soit sa durée.

### **Loueur :**

Entité qui réalise des opérations de location de véhicules, quelle qu'en soit la durée, et des prestations de service associées ou non.

**Démolisseur et broyeur :**

Entité juridique bénéficiant de l'agrément VHU (véhicules hors d'usage), tel que défini par le *le code de l'environnement*, et assurant le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules ainsi que toute entité juridique assurant la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules de plus de 3,5 tonnes et/ou des deux roues.

**Opération d'immatriculation :**

Toute opération liée à l'immatriculation d'un véhicule depuis sa première immatriculation dans le SIV jusqu'à sa destruction.

**Véhicule ;**

*Article R 311-1 du Code de la route*

**Véhicule agricole**

Article R-311-1-5 et s et R-311-1-6-1 et 6-2. du code de la route

Tout véhicule agricole et matériel agricole qui est soumis aux opérations d'immatriculation.



### **Annexe 3**

#### **Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation effectuée par un membre adhérent au SEDIMA**

<b>Nature de la demande</b>	<b>Impact juridique</b>	<b>Modalités de dépôt de la demande</b>
<b>Demande d'habilitation</b>	Convention d'habilitation	APD via internet
<b>Modification de l'adresse dans le même département</b>	avenants aux conventions d'habilitation	APD via SIV
<b>Modification de l'adresse hors du département</b>	nouvelles conventions d'habilitation	APD via SIV
<b>Modification de la dénomination sociale</b>	avenants aux conventions d'habilitation	APD via SIV
<b>Modification du n°SIREN (nouvelle personne morale)</b>	nouvelles conventions d'habilitation	APD via SIV
<b>Modification du mode d'accès au SIV</b>	avenant à la convention d'habilitation	APD via SIV
<b>Modification des coordonnées du contact</b>	sans impact	APD via SIV

*APD : application de pré demande d'habilitation et d'agrément*

*SIV : système d'immatriculation des véhicules*

*Ministère de l'intérieur*

*Février 2016*

## Annexe 4

### Pièces justificatives d'une demande d'habilitation et/ou agrément

#### **I. Demande d'habilitation**

- 1) Extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans ou un journal d'annonce légale de moins de deux ans à condition qu'y apparaissent le nom du responsable, l'objet social, l'adresse et le numéro d'enregistrement au registre du commerce (établissement principal) ;

Et/ ou extrait Lbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans (établissement secondaire) ;

Ou les statuts délivrés (*document original*) par le greffe du tribunal de commerce de moins de deux ans faisant mention de l'activité ou des activités au titre desquelles le professionnel demande une habilitation au SIV.

- 2) Attestation de rattachement à la convention-cadre d'habilitation SEDIMA

#### **II. Demande d'agrément**

- 1) Attestation fiscale (cerfa n°3666) valable pour l'année en cours, pour les entreprises qui en disposent, ou à défaut les coordonnées des administrations financières dont relève l'entreprise :

- trésorerie du lieu de paiement de l'impôt sur le revenu<sup>1</sup>,
- le service des impôts<sup>2</sup> du lieu de dépôt des déclarations professionnelles ou de revenus et du paiement de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

- 2) Autorisation de prélèvement

<sup>1</sup> Pour les entrepreneurs individuels ou les associés des sociétés de personnes soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, non commerciaux ou industriels et commerciaux.

<sup>2</sup> L'adresse de ce service figure en tête des déclarations de TVA, de résultats ou de revenus

## **Annexe 5**

### **MANDAT entre adhérents à la convention-cadre SEDIMA pour effectuer les formalités liées à l'immatriculation des véhicules agricoles par télétransmission**

Je soussigné(e) :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Donne mandat à :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Pour effectuer en mes lieu et place et pour mon compte la télétransmission des opérations d'immatriculation de véhicules et matériels agricoles.

Fait à ....le...